

MONDE

16 septembre 2011

- **Bill Clinton**

« Tout le monde sait que **le Congrès est l'entité parlementaire la plus pro-israélienne dans le monde**. Ils n'ont plus à le démontrer »

- **M^{gr} Mamberti, chef de la diplomatie vaticane**

« La résolution 181 de 1947 pose la base juridique pour l'existence de deux États. L'un d'entre eux a déjà vu le jour, alors que l'autre n'a pas encore été constitué, bien que près de soixante-quatre ans se soient passés. Le Saint-Siège est convaincu que, si on veut la paix, il faut savoir adopter des décisions courageuses, les organes compétents des Nations unies prennent une détermination qui aide à mettre en œuvre effectivement l'objectif final, c'est-à-dire la réalisation du droit des Palestiniens à avoir leur propre État indépendant et souverain et du droit des Israéliens à la sécurité, les deux États étant munis de frontières reconnues internationalement ». *Pour en savoir plus.*

- **Amnesty International - Questions et réponses : la demande d'adhésion palestinienne à l'ONU et ce que cela implique pour les droits humains**

En tant que puissance d'occupation, **Israël est responsable du bien-être de la population palestinienne et de la protection des civils. Ces responsabilités resteront les mêmes, quel que soit le chemin que prendra la demande d'adhésion palestinienne aux Nations unies.**

[...] Tous les États sont autorisés à signer et ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Les opinions juridiques diffèrent lorsqu'il s'agit de déterminer si une reconnaissance plus large de la Palestine comme État, une résolution de l'Assemblée générale ou un statut amélioré aux Nations unies permettrait à la Palestine de ratifier le Statut de Rome. N'importe lequel de ces cas de figure donnerait toutefois du poids aux revendications palestiniennes en rapport avec le statut d'État, permettant donc à l'Autorité palestinienne de faire valoir son droit de devenir partie à la CPI [...]

Si la Palestine devait signer et ratifier les principaux traités des Nations unies en matière de droits humains, cela donnerait plus de poids aux initiatives visant à obtenir que l'Autorité palestinienne rende des comptes pour les graves atteintes aux droits humains qu'elle continue semble-t-il à commettre [...]

L'impact que les efforts de l'Autorité palestinienne pour faire reconnaître la Palestine comme État sont susceptibles d'avoir sur les initiatives visant à établir les responsabilités dans les abus attribués au Hamas est moins direct. *Pour en savoir plus.*

- **Amnesty International**

Amnesty International est particulièrement préoccupé par différentes publications suggérant que **l'UE est de façon active en train de promouvoir un compromis incluant la condition qu'il n'y aurait pas de recours à la Cour pénale internationale**. Ce compromis que l'UE aurait proposé empêche que se réalise une opportunité significative pour la justice internationale,

renforçant l'impunité existante et diminuant davantage la règle de droit. L'UE ne doit pas chercher à renforcer cette impunité en empêchant les victimes palestiniennes et israéliennes du conflit de Gaza - et d'autres crimes selon le droit international commis depuis Juillet 2002 - d'accéder à la justice à travers la Cour pénale internationale. *Pour en savoir plus.*

- **FIDH**

La proposition française à l'Assemblée générale des Nations unies a certes le mérite du pragmatisme, mais **elle paraît toutefois entachée d'une condition inacceptable : l'engagement que le futur Etat palestinien ne recoure pas à la Cour pénale internationale.**

L'universalité de l'appel à la justice traversant le Maghreb et le Proche-Orient ne s'arrête pas aux frontières israélo-palestiniennes. L'Etat de Palestine et l'Etat d'Israël doivent saisir l'opportunité historique de cette Assemblée générale pour annoncer leur adhésion au Statut de Rome sur la Cour pénale internationale. *Pour en savoir plus.*

- **Barack Obama**

— > La paix est difficile. **Elle ne viendra pas par des déclarations et résolutions des Nations unies. Si cela était aussi facile, elle aurait conclue maintenant.** Au final, ce sont les Israéliens et les Palestiniens - pas nous- qui doivent parvenir à un accord sur les question qui les divisent : sur les frontières, la sécurité, les réfugiés, et Jérusalem. [...]

— > C'est précisément car **nous croyons fermement dans les aspirations du peuple palestinien** que l'Amérique a investi tant de temps et d'effort dans la construction d'un Etat palestinien et dans les négociations qui peuvent amener cet Etat [...]

— > Mais comprenez aussi ceci : **l'engagement américain pour la sécurité d'Israël est inébranlable.** Notre amitié avec Israël est profonde et ancienne. C'est pour cela que toute paix durable doit prendre en compte ces préoccupations très réelles et quotidiennes d'Israël pour sa sécurité. [...]

— > Ne nous voilons pas la face : Israël est entouré de voisins qui ont mené des guerres contre lui de façon répétée. Des citoyens israéliens ont été tués par des roquettes tirés sur leurs maisons et des attentats suicide dans leur bus. Les enfants israéliens deviennent adultes en sachant qu'à travers le monde on apprend à d'autres enfants à les haïr. **Israël, un petit pays de 8 millions d'habitants, fait face à un monde où les leaders de plus grands pays menacent de l'éliminer de la carte.** Le peuple juif porte le fardeau de siècles d'exil et de persécution et a en tête le souvenir récent que 6 millions de personnes ont été tués à cause de ce qu'ils sont. Ce sont des faits, ils ne peuvent être niés. *Pour en savoir plus.*

- **Barack Obama**

« Ce qui se passe à New York va occuper l'attention des médias mais ne vas pas modifier la situation sur le terrain à moins que Palestiniens et Israéliens ne s'assoient ensemble [...] **je l'ai dit de façon très claire, si la proposition palestinienne devait être soumise au Conseil de sécurité, nous nous y opposerons très fermement** ». *Pour en savoir plus.*

- **Vitaly Churkin, ambassadeur de Russie aux Nations unies**

« **Nous voterons bien sûr en faveur** de toute proposition palestinienne ». *Pour en savoir plus.*

- **Jiang Yu, por'te parole du ministère des Affaires étrangères chinois**

« **La Chine a toujours soutenu la juste cause des palestiniens. Avoir son propre Etat est un droit inaliénable** du peuple palestinien coexistant pacifiquement avec Israël ». *Pour en savoir plus.*

- **Recep Tayyip Erdogan**

« La reconnaissance d'un Etat palestinien n'est **pas une option, c'est une obligation** ». *Pour en savoir plus.*

- **Turki al-Faisal, ancien ambassadeur saoudien aux Etats-unis**

« Les USA doivent soutenir la demande palestinienne aux Nations unies ou risquer de perdre le peu de crédibilité qu'ils ont dans le monde arabe. S'ils ne le font pas, l'influence américaine diminuera encore, la sécurité israélienne sera affaiblie et l'Iran sera renforcé, augmentant ainsi les chances d'une autre guerre dans la région. **De plus, l'Arabie saoudite ne sera plus capable de coopérer avec les USA de la même façon qu'auparavant.** » *Pour en savoir plus.*

- **Ban Ki Moon**

« **Je soutiens l'existence d'un Etat pour les Palestiniens** : un Etat indépendant, souverain de Palestine, qui est depuis longtemps attendu [...] la reconnaissance d'un Etat est quelque chose qui doit être déterminé par les Etats membres ». *Pour en savoir plus.*

- **Filippo Grandi, commissaire général de l'UNRWA**

« L'aspiration pour un Etat palestinien, une fin au conflit israélo-palestinien et une solution juste et durable au désespoir des réfugiés palestiniens sont des objectifs distincts, même si ils sont liés. **Une demande de reconnaissance d'un Etat en soi ne concerne pas le problème des réfugiés** ». *Pour en savoir plus.*

- **Jstreet**

« **J Street ne soutient pas les efforts palestiniens pour devenir un membre des Nations unies** à ce moment précis car nous ne croyons pas que, dans le contexte actuel, cela fasse avancer la paix, renforce la sécurité et améliore les conditions sur le terrain ». *Pour en savoir plus.*

- **International crisis group**

« **Le chemin vers les Nations unies a été une histoire de mauvaise gestion collective. Les Palestiniens, dans un mélange d'ignorance, de divisions internes et de politique de la corde raide, ont survécu ce à quoi ils pourraient parvenir en intégrant les Nations unies** et sont maintenant en train de lutter pour éviter de perdre davantage de crédibilité en Palestine. Israël en sur dramatisant l'impact de l'initiative de septembre [...] L'administration américaine, incapable de contrôler les événements, découragé par les deux parties, et face à un congrès qui lui ferait payer un prix cher pour toute avancée palestinienne aux Nations unies, veut simplement voir tout ceci disparaître[...] **La plupart des Palestiniens ne soutiennent pas avec force l'initiative de septembre mais ils s'opposeraient fortement à une décision de revenir sur cette initiative sans compensation correspondante** ». *Pour en savoir plus.*

- **Les Anciens (The Elders)** – (Martti Ahtisaari, Kofi Annan, Ela Bhatt, Lakhdar Brahimi, Gro Brundtland, Fernando Henrique Cardoso, Jimmy Carter, Graça Machel, Mary Robinson et Desmond Tutu . Nelson Mandela et Aung San Suu Kyi sont membres honoraires).

« **Les Anciens accueillent avec chaleur les efforts de la direction palestinienne de chercher un soutien pour la reconnaissance de l'Etat palestinien par les Nations unies** et pensent qu'un tel geste est de nature à changer les dynamiques du processus de paix au Moyen orient, actuellement bloqué ». *Pour en savoir plus.*

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

• Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/MONDE,2304>